

Spring 4-25-2019

# Crise linguistique en Algérie: les conséquences de l'arabisation

Lily Keener

Arcadia University, lkeener@arcadia.edu

Arcadia University has made this article openly available. [Please share](#) how this access benefits you. Your story matters. Thank you.

Follow this and additional works at: [https://scholarworks.arcadia.edu/senior\\_theses](https://scholarworks.arcadia.edu/senior_theses)

Part of the [African Languages and Societies Commons](#), [Civil Rights and Discrimination Commons](#), [Law and Society Commons](#), [Modern Languages Commons](#), and the [Other French and Francophone Language and Literature Commons](#)

---

## Recommended Citation

Keener, Lily, "Crise linguistique en Algérie: les conséquences de l'arabisation" (2019). *Senior Capstone Theses*. 36.  
[https://scholarworks.arcadia.edu/senior\\_theses/36](https://scholarworks.arcadia.edu/senior_theses/36)

This Capstone is brought to you for free and open access by the Undergraduate Research at ScholarWorks@Arcadia. It has been accepted for inclusion in Senior Capstone Theses by an authorized administrator of ScholarWorks@Arcadia. For more information, please contact [gordonl@arcadia.edu](mailto:gordonl@arcadia.edu).



Department of Modern Languages and Cultures

Academic year 2018-2019

Crise linguistique en Algérie: les conséquences de l'arabisation

Lily Keener

Under the direction of Dr. Kate Bonin

Parmi les 300 millions de francophones dans le monde, 13,8 millions, selon l'Organisation Internationale de la Francophonie, se trouvent en Algérie, un pays qui est récemment et ouvertement en colère contre son gouvernement<sup>1</sup>. Les manifestations ayant lieu au début de 2019 auprès l'annonce de la candidature du président Bouteflika pour un cinquième mandat balancent, après deux décennies de stabilité politique sinon économique, une volonté de changer, d'améliorer, et revendiquer leur pays pour eux-mêmes. Les Algériens visent à transformer l'Algérie en une société démocratique et égalitaire, au contraire de la gérontocratie qu'elle est devenue sous la direction du Front de Libération Nationale (FLN) — le parti dirigeant et le seul parti politique depuis des décennies. L'inégalité existe dans toutes les échelles de la vie algérienne. Les membres du gouvernement et des entreprises que leur donnent à manger ont l'accès aux meilleures écoles, sont garantis les jobs les plus lucratifs, et les meilleurs produits. En revanche le peuple combat un taux de chômage de 17%<sup>2</sup> et un manque d'opportunité et d'avancement pour la majorité des citoyens. En Algérie, l'inégalité des classes est un projet venu des plus hauts, et dont les racines existent depuis l'indépendance, cultivée par les lois particulières des années soixante qui visaient à revendiquer l'identité musulmane et spécifiquement arabophone des Algériens après l'indépendance. Cette politique d'arabisation, pourtant et paradoxalement, contribue directement au malheur économique et culturelle que connaît l'Algérie et ne bénéficie que ceux qui l'ont mis en place en établissant une hiérarchie linguistique contre laquelle les Algériens luttent aujourd'hui en 2019.

---

<sup>1</sup> Qui Parle Français Dans Le Monde? *Qui Parle Français Dans Le Monde* Organisation Internationale De La Francophonie *Langue Française Et Diversité Linguistique*, Organisation Internationale De La Francophonie, 2016, [observatoire.francophonie.org/qui-parle-francais-dans-le-monde/](http://observatoire.francophonie.org/qui-parle-francais-dans-le-monde/).

<sup>2</sup> Zouaimia, Larbi. Le Taux De Chômage En Algérie Serait De 16.7% *Al HuffPost Maghreb*, Al HuffPost Maghreb, 2 Aug. 2018, [www.huffpostmaghreb.com/entry/le-taux-de-chomage-en-algerie-serait-de-167\\_mg\\_5b61f4b4e4b0eb29100e59ba](http://www.huffpostmaghreb.com/entry/le-taux-de-chomage-en-algerie-serait-de-167_mg_5b61f4b4e4b0eb29100e59ba).

L'Algérie est un pays multilingue, parlant quatre langues sur son territoire: l'arabe (soit classique, soit dialectal), le français, et le berbère (qui comprend une famille des dialectes). Le gouvernement algérien, pourtant, ne reconnaît que le premier, quoique l'Algérie soit le troisième pays francophone le plus grand du monde après la France et la RDC et le berbère, de plus, existe dans le territoire maghrébin depuis des époques, bien avant l'arrivée même des Arabes<sup>3</sup>. L'arabe (bien qu'il se parle par presque la population entière) n'est pas la langue unique en Algérie quoique le gouvernement le traite ainsi dans toutes les lois écrites et surtout dans la formation des jeunes. A cause de cette politique qui favorise l'arabe, et surtout l'arabe classique, l'arabe dialectal, le français et le berbère sont laissés à côté dans l'éducation malgré leurs emplois quotidiens par les millions d'Algériens, qui souffrent soit d'un manque d'instruction soit d'une qualité limitée dans ces langues. Le peuple est barré des opportunités fournies presque exclusivement aux élites dès la naissance car ils ont l'accès à un enseignement linguistique aisée et hors de question pour le reste du peuple.

Depuis 1963, la république démocratique du peuple de l'Algérie, a connu plusieurs constitutions, une guerre civile, et six présidents. En dépit de ces changements, la base de cette république n'a jamais faibli. Celle-là est, selon l'introduction et le cinquième article de chaque constitution, l'idée que «l'Algérie se doit s'affirmer que la langue arabe est la langue nationale et officielle et qu'elle tient sa force spirituelle de l'Islam»<sup>4</sup>. De ces paroles, et les actions gouvernementales et sociétales qu'elles ont déclenchés, est née la renaissance arabe, arabophone, et musulmane, qui guide en théorie la politique algérienne depuis des décennies. Cependant dans

---

<sup>3</sup> Martinez, Gabriel. "Il Était Une Fois Les Berbères." *Il Était Une Fois Les Berbères*, Sophia Publications, June 2012, [www.lhistoire.fr/il-%C3%A9tait-une-fois-les-berb%C3%A8res](http://www.lhistoire.fr/il-%C3%A9tait-une-fois-les-berb%C3%A8res).

<sup>4</sup> Ben Bella, Ahmed. "Constitution De 1963." *Constitution De 1963*, vol. 1, 1963. [www.premier-ministre.gov.dz/ressources/front/files/pdf/texts-fondamentaux/constitution-de-1963-fr.pdf](http://www.premier-ministre.gov.dz/ressources/front/files/pdf/texts-fondamentaux/constitution-de-1963-fr.pdf).

l'Algérie moderne, les vœux du peuple s'entendent clairement par les manifestations contre la politique du FLN et par la démission de l'ancien président Bouteflika en avril 2019. Il faut que la politique qui date de la révolution change pour bénéficier tout le pays. Afin de comprendre le malheur et l'injustice qu'éprouvent les Algériens aujourd'hui, il est nécessaire d'examiner l'origine du besoin d'affirmer la langue arabe en Algérie.

### **La politique d'arabisation et les langues arabes en Algérie**

Avec la fin de la guerre de l'indépendance par les accords d'Evian le premier juillet 1962 sont arrivées, aussi, les premières tentatives de la construction de la nouvelle Algérie et de sa culture — c'est à dire, en réalité, l'arabisation du pays. Cette initiative était d'origine, surtout, des plaies de la colonisation encore ouvertes, mais aussi de l'Islam, et de l'idée de revendiquer le pays par sa religion. Dès la naissance de l'Algérie, le nouveau parti socialiste, le FLN (auparavant les révolutionnaires) prétend dans la constitution de 1963 même que «l'Islam est la religion de l'Etat»<sup>5</sup>. L'Islam est la religion de 99% de la population; donc cette proclamation n'est pas injuste, pourtant le FLN déclare aussi que «La langue arabe est la langue nationale et officielle de l'état» et aussi du peuple du nouvel état<sup>6</sup>. De cette proclamation sont venues les premières lois sur la linguistique et l'emploi des langues dans la nouvelle république. En examinant le rôle de la mentalité arabo-musulmane qui a conduit la révolution algérienne jusqu'à sa victoire, la revendication de la langue arabe se justifie dans l'atmosphère après-guerre des années soixante. L'arabe et l'islam, des éléments clés de la culture dont plein d'Algériens ont été privés pendant la colonisation, ont contribué énormément à la ralliement du pays contre les

---

<sup>5</sup> Ben Bella

<sup>6</sup> Ibid

Français sous la direction des organisations telles que l'AUMA (l'Association d'Uluma Musulman Algérien). L'AUMA était un des groupes les plus pré-éminents avant, pendant, et même après la révolution qui employait les devises et les symboles musulmanes dans sa lutte pour l'indépendance<sup>7</sup>.

La culture arabo-musulmane était ainsi un des piliers du ralliement de la population pendant la révolution algérienne. L'islam est une des éléments fondamentaux de la société algérienne depuis son installation sur le territoire au huitième siècle. Ciblé souvent par les colons (une loi de 1938 a même interdit l'usage de la langue arabe et l'a classifié en tant que langue étrangère), l'importance de l'Islam dans le contexte qu'il a joué pendant la révolution s'est réalisé même avant. Le mouvement religieux du vingtième siècle a ses origines dans les années trente, avec l'émergence des partis politiques fondés selon l'Islam. L'AUMA, prétendait que «l'Islam est ma religion, l'arabe est ma langue, l'Algérie est mon pays»<sup>8</sup>. N'étant pas un parti politique (et ayant même déclaré son intention de s'écarter de la politique), l'AUMA est toutefois devenue un chef de l'appel contre la présence française en Algérie au nom de la religion que celle-là était en train d'effacer, selon l'organisation. En visant au réforme pour le pays sous une idéologie commune, l'AUMA (à cause du pouvoir indépendantiste du FLN) a passionné les Algériens, et donc, avait de l'influence pendant la révolution et les décennies suivantes. Dans les années soixante dans l'époque suivante immédiatement la révolution les groupes religieux, surtout l'AUMA, désiraient une Algérie gouvernée par l'Islam. Un tel pays, ainsi, aurait été gouverné dans la langue de l'Islam. Mais cette arabisation, c'est à dire cette tentative d'effacement de toutes autres langues visait à revendiquer toute l'Algérie du contrôle

---

<sup>7</sup> Willis, Michael. *The Islamist Challenge in Algeria: a Political History*. New York University Press, 1997.

<sup>8</sup> Ibid

des Français, du français, et de tout ce qu'ils contrôlaient, autrement, soulignant «l'élimination de tout vestige du colonialisme»<sup>9</sup>.

L'Algérie après-guerre a cette époque-là, gagnée par la motivation de son peuple consacré à sa religion, paraissait être sur le chemin à une république théocratique. Le FLN, sous le leadership d'Ahmed Ben Bella, pourtant, avait gagné ses batailles grâce à l'Islam mais s'est consacré à bâtir son gouvernement sur un agenda économique au lieu de religieux, et donc a vite proclamé une république socialiste. Cette politique n'a pas plu aux membres de l'AUMA ni du FLN qui tenaient fortement à leur religion et aussi critiquaient cette politique, spécifiquement que le socialisme laïc allait à l'encontre des moeurs de l'Islam, et ainsi, de la nouvelle Algérie. Bella, évidemment, remarquait les marmonnements du mécontentement, et s'est concentré sur l'islamisation et donc l'arabisation du pays pour apaiser son opposition. Dans cette manière sous Bella, la politique linguistique a commencé au fur et à mesure.

Au début de son mandat en 1962, Bella a mis en place la première loi liée à la linguistique, le décret n. 62-37 du 23 novembre portant création d'un Institut d'Etudes Arabes qui avait pour but le destin «à former des professeurs d'arabe au second degré». Commenant par les lois sur la langue du parlement (le décret n. 64-147 relatif à l'exécution des loi et règlements [1964]), qui nécessite, selon le deuxième article, que «le Journal Officiel (le document ou toutes les lois et les ordonnances sont publiées) soit rédigé en langue arabe»<sup>10</sup>.

Avant la fin de son mandat en 1965, Bella a fait passer d'autres lois d'islamisation et d'arabisation, notamment en 1964 sur les langues parlées au Parlement qui a changé du français à l'arabe et tentativement sur la formation et la réduction de l'enseignement du français jusqu'à

---

<sup>9</sup> Ben Bella

<sup>10</sup> Jean, Lionel. "Algérie: Politique D'arabisation." *CEFAN*, 2 Sept. 2017, [www.axl.cefan.ulaval.ca/afrique/algerie-3Politique\\_ling.htm](http://www.axl.cefan.ulaval.ca/afrique/algerie-3Politique_ling.htm).

trois heures par semaine afin d'asseoir l'arabe comme la langue d'enseignement<sup>11</sup>. En dépit de ses efforts d'apaisement de sa proclamation à Tunis: «Nous sommes arabes, nous sommes arabes, nous sommes arabes»<sup>12</sup>, sa dévotion au socialisme (vu par exemple par le contrôle des médias par l'état ou son soutien pour les syndicats des ouvriers socialistes) prouvait une menace à l'Algérie musulmane et arabe<sup>13</sup>.

En 1965, le commandeur de l'armée, le colonel Houari Boumédiène, a pris le contrôle du gouvernement. Ancien étudiant d'un *madrassa* (une école islamique) et radicalisé par le Parti du Peuple Algérien (ou PPA — l'ancêtre du FLN) avant la guerre, Boumediène prenait au sérieux la tâche de l'arabisation du pays. A la différence de Ben Bella il gérait mieux l'implémentation graduelle du socialisme et au début de son régime il contrôlait mieux l'apaisement des islamistes<sup>14</sup>. Pendant son mandat Boumediène a fait adopter au moins seize lois sur l'arabisation dans tous les aspects de la vie algérienne, commençant en 1966 par le code de procédure pénale. En 1968 une ordonnance a rendu «obligatoire pour les fonctionnaires...la connaissance de la langue nationale» — cette langue étant sans doute l'arabe. L'emploi des deux langues dans le gouvernement empêcherait, selon les islamistes (L'AUMA et les radicaux du FLN), la construction de la nation algérienne, qui n'était que algérienne, et surtout si une des deux langues était celle des colons<sup>15</sup>.

Chaque président et chaque décennie ont introduit des lois d'arabisation sur chaque côté de la vie algérienne, mais la politique des années soixante et soixante-dix étaient surtout marquées par les lois sur la formation des jeunes Algériens, et spécifiquement, la langue

---

<sup>11</sup> CEFAN

<sup>12</sup> Ibid

<sup>13</sup> Willis

<sup>14</sup> Ibid

<sup>15</sup> Jean



d'enseignement à l'école. Après 132 ans de l'influence française dans les écoles algériennes, l'Algérie «était dépourvue d'enseignants parlant l'arabe (coranique)», selon CEFAN, la Chaire pour le développement de la recherche sur la culture d'expression française en Amérique du Nord, une société qui recherche le statut du français et des pays francophones dans le monde<sup>16</sup>. Avec le rétablissement de la formation en arabe a été éveillé le besoin des professeurs d'arabe, surtout ceux qui étaient formés en arabe classique, qui était devenu la langue officielle de la formation, implantée lentement pendant les années soixante, et installée en tant que langue unique à l'école (exceptant les langues étrangères telles que le français et l'anglais) en 1974<sup>17</sup>. Pourtant très peu d'Algériens avaient été formés professionnellement en arabe, et beaucoup moins en arabe classique. En plus, très peu d'Algériens parlaient — ou parlent— ce dialecte d'arabe en dehors d'une mosquée<sup>18</sup>. Ainsi, l'Algérie a trouvé les profs qualifiés pour remplir les postes mais la majorité des profs choisis étaient des Égyptiens et Syriens. C'est à dire arabophones, mais pas des Algériens. L'embauche des professeurs moyen-orientaux aux années soixante et soixante-dix, et l'institution forcée de l'arabe classique sur un peuple qui ne le parlerait presque jamais a entraîné, un empêchement de l'ascension des Algériens qui parlaient la seule langue du pays en théorie<sup>19</sup>. En principe, le paysage linguistique était beaucoup plus compliqué à simplifier.

Comme dans le cas de la formation, toutes les inscriptions sur les timbres nationaux doivent être exclusivement «dans la langue officielle»<sup>20</sup>. Le thème de la traduction de tout en arabe a continué pendant les années soixante-dix et quatre-vingt, sous les présidents Boumediène

---

<sup>16</sup> “Algérie: Situation Géographique Et Démolinguistique.” CEFAN, 17 Dec. 2017, [www.axl.cefan.ulaval.ca/afrique/algerie-1demo.htm](http://www.axl.cefan.ulaval.ca/afrique/algerie-1demo.htm).

<sup>17</sup> Jean

<sup>18</sup> Fishman, Joshua A., and García/za Ofelia. *Handbook of Language and Ethnic Identity*. Oxford University Press, 2011.

<sup>19</sup> Jean

<sup>20</sup> Ibid

et Bendjedia, celui-là déclarant que, sous l'ordonnance relative à l'état civil du 19 février 1970 (étant en fait la première loi sur l'arabisation de l'état civil) que «Les prénoms doivent être de consonance algérienne...sont interdits tous les prénoms autres que ceux consacrés par l'usage ou par la tradition»<sup>21</sup>. Onze ans plus tard, l'état a déclaré une liste nationale des prénoms recensés par le gouvernement algérien (officiellement le décret n. 81/26) à faire par les assemblées communales, qui avaient ainsi le droit de refuser les noms qui ne leur plaisaient pas (précisément les noms français ou berbères). Ces lois interdisent même «tous les prénoms autre que ceux consacrés par l'usage ou pour la tradition», à part des noms pour les personnes appartenant à une confession non-musulmane<sup>22</sup>. Dans la même année, sous un autre décret, la gestion et la transcription des noms ont répandu aux noms patronymiques «en langue nationale», déjà sur la liste nationale. Même les journaux étaient censés être publiés uniquement en langue arabe<sup>23</sup>. L'extrémité des lois a beau s'amplifier pendant des décennies, la loi la plus extrême est la loi de 1991 qui a eu «pour objet de fixer les règles générales de l'utilisation, la promotion, et la protection de la langue arabe dès les différents domaines de la langue nationale», et qui a précisé l'usage de l'arabe dans toutes les administrations, institutions, et entreprises publiques, dans «tous les secteurs, tous les cycles, et dans toutes les spécialités» de l'éducation, et a interdit l'utilisation et toute langue étrangère sauf dans le cas des traductions ou les relations avec les associations à l'étranger<sup>24</sup>.

Cette phrase clé, «la langue nationale» ou «officielle», se voit dans les paroles de chaque loi, chaque fois semblant un synonyme pour l'arabe. Cependant, l'arabe qu'exigent les lois du

---

<sup>21</sup> Ibid

<sup>22</sup> Ben Bella

<sup>23</sup> Jean

<sup>24</sup> Ibid

FLN n'est pas la langue de la rue. En Algérie, l'arabe dont on parle et que parlent les Algériens théoriquement est l'arabe littéraire, ou «classique», officiellement la langue de l'Islam, la religion liée nettement à la société algérienne et l'indépendance du pays. Mais cette insistance sur l'arabe classique n'a pas du tout réussi à devenir la langue nationale de l'Algérie. Assia Djebar, écrivaine, immortelle à l'Académie Française, et algérienne, a prétendu dans un entretien de 2012 que «l'Algérie est en quelque sorte allergique à la forme littéraire de l'arabe» et « en ce qui concerne l'arabe littéraire, la langue du Coran, il était assez rare de trouver quelqu'un capable d'écrire cette langue»<sup>25</sup>.

Selon les chiffres du World Factbook, l'Algérie compte une population de 41.657.488 de personnes depuis juillet 2018, dont 72% sont arabophones<sup>26</sup>. En plus, parmi ce dernier chiffre, 60% des arabophones sont locuteurs de l'arabe algérien, appelé souvent la «*daridja*». En 1999, un sondage fait par l'Université de Constantine (donc presque à l'apogée de l'époque la plus radicale en Algérie), 84,66% des étudiants sont d'accord que la *daridja* est la langue la plus utilisée à la maison, et encore plus (87,5%), l'emploient en conversation avec des amis. Du même sondage l'on peut tirer aussi les chiffres sur l'emploi de l'arabe classique: 3,4% des étudiants le parlent à la maison, et 6,81% le parlent entre des amis<sup>27</sup>. Bien que ce sondage soit daté, il est douteux que ces opinions aient changé pendant 19 ans, surtout à cause des conséquences que l'écart de l'arabe classique a suscité pour les Algériens aujourd'hui.

En tant que langue de l'Islam et du Coran, l'arabe classique joue un rôle indéniable dans la vie de plus d'un milliard de musulmans, et des millions d'Algériens. Cependant en tant que

---

<sup>25</sup> Andelman, David, and Charlotte Pudlowski. *Assia Djebar, Gardienne De La Langue Française*. Slate.fr, Slate, 8 Feb. 2015, [www.slate.fr/story/97735/assia-djebar-gardienne-langue-francaise](http://www.slate.fr/story/97735/assia-djebar-gardienne-langue-francaise).

<sup>26</sup> "The World Factbook: Algeria." *Central Intelligence Agency*, Central Intelligence Agency, 1 Feb. 2018, [www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ag.html](http://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ag.html).

<sup>27</sup> CEFAN

langue de la rue, ou de la vie active (excepté les fonctionnaires), la langue du Coran ne se parlent pas parmi les Algériens — plutôt la daridja. Au contraire des troisième et cinquième articles de la constitution il n'est pas la langue nationale de l'Algérie — ce titre appartenant en vérité à l'arabe «de la rue» en citant le président Ben Bella, dont plusieurs dialectes existent tous influencés par les langues autochtones telle que le tamazight, et ceux des envahisseurs multiples telles que le français, l'espagnol, et le turc, et le plus connu et utilisé à l'oral étant la daridja (mot qui veut dire «langue courante»)<sup>28</sup>. Quant à sondage de CEFAN, 60% des Algériens parlent la daridja, appelée aussi l'algérien, la dialna, ou le maghribi. Elle n'est pas la langue de Mahomet, mais un beau mélange des langues «de français, d'arabe, et de Kabyle», décrit l'humoriste Mohamed Fellag (allié depuis longtemps de la daridja et du plurilinguisme en Algérie). Elle représente la mixité et l'histoire algérienne que le gouvernement préférerait voir tomber dans l'oubli. De Bella à Bouteflika, en passant par Boumediène, Bendjedid, Boudiaf, etc, la république indépendante a toujours méprisé l'usage de l'arabe algérien. Ben Badis, fondateur de l'AUMA, croyait que la daridja est une langue «du marché, sur les chemins, et tous autres lieux populaires fréquentés par la masse»<sup>29</sup> et selon le linguiste Farouk Bouhadiba de l'université d'Oran: «les gens disent que l'arabe algérien n'est pas de l'arabe...parce qu'ils prennent pour référence l'arabe classique du Coran, or personne ne parle cet arabe car ce n'est pas un arabe oral», tel que la daridja qui se parle presque uniquement à l'oral à l'exception des devises des sociétés, des SMS, et même des conversations dans la littérature<sup>30</sup>. Tandis que moyennement 86,08% (selon le même sondage de l'Université d'Oran) sont locuteurs de la daridja à la maison

---

<sup>28</sup> CEFAN

<sup>29</sup> Ibid

<sup>30</sup> La rédaction. *Les Langues Officielles En Algérie La Langue Algérienne Existe-t-Elle Vraiment ?* :Algerie Focus France. *Algerie Focus*, Algerie Focus, 9 June 2013, [www.algerie-focus.com/2013/06/la-langue-algerienne-existe-t-elle-vraiment/?cn-reloaded=1](http://www.algerie-focus.com/2013/06/la-langue-algerienne-existe-t-elle-vraiment/?cn-reloaded=1).

ou avec des amis, le gouvernement ne la reconnaît pas en tant que langue officielle, ni langue nationale comme le berbère<sup>31</sup>.

Malgré ce mépris, les Algériens continuent à parler leur langue à eux — mais le plus souvent dans la rue, au marché ou entre des amis. Autre part, ils sont obligés à parler d'autres langues comme au cas de l'arabe classique qui ne se ressemble pas à la langue parlée. Grâce aux décrets du vingtième siècle qui en fait ciblent la daridja comme le français, le rétablissement de la scolarisation en arabe a entraîné l'embauche des milliers des profs égyptiens et syriens scolarisés eux-mêmes en arabe classique qui n'étaient pas d'origine de la culture algérienne, et ainsi ne connaissaient point la langue de leurs étudiants qu'ils étaient censés étouffer<sup>32</sup>. Cette politique linguistique qui a mené au rétablissement de l'arabe à l'école a beau être une démarche de l'époque de la colonisation, l'introduction de l'arabe classique n'a suscité qu'une autre époque d'élitisme et de classisme. L'usage et la formation mandés de l'arabe classique est injuste aux Algériens, car en fin compte, ils ne maîtrisent ni la langue «classique» ni la langue parlée dans un sens académique. Par rapport à l'élite parlante la langue classique ou le français qui gère le pays, le mépris de la daridja à côté du vol de l'opportunité du reste du pays de maîtriser les deux langues, soit l'une soit l'autre, ce choix d'arabisation est classiste, et n'unifie point la nation algérienne.

Tout en apaisant avec l'arabisation des groupes telles que Al-Qiyam (la suite de l'AUMA) qui désirait un pays strictement gouverné par la main d'Islam et qui parlait, aussi, sa langue, le FLN poursuivait sans cesse l'idée d'une Algérie socialiste. Sous lui, les «révolutions» industrielles et agraires se sont passées, et sous la nationalisation des industries et de l'économie,

---

<sup>31</sup> Jean

<sup>32</sup> CEFAN

il a promis de la prospérité à son pays — que le peuple n’a jamais vu. Sous Bella, Boumediene, et même Benjadid, la double politique du «socialisme islamique» n’a élevé que le gouvernement et a mis en colère le peuple qui voyait un manque de respect pour sa religion dans le nouvel ordre. Tout en établissant l’arabe classique en tant que langue du gouvernement, de la formation, des noms, des prix, des journaux, et l’Islam en tant que religion de l’état, il semble que le FLN considère la langue arabe largement comme un outil de pouvoir et de contrôle de la population. En plus le parti employait l’arabe comme une méthode d’apaisement aux groupes islamistes qui avaient suscité du soutien parmi des Algériens, et donc avaient gagné la guerre et qui tenait un pouvoir remarquable. Dans ce pays plus islamisé que arabisé à l’époque, l’Islam conduisait toujours la volonté d’une grande partie de la population, et donc, quand elle souffrait, cela était l’Islam qui a mis la faute sur le gouvernement, sur sa politique du socialisme pour les élites, et sur les aspects de la société ou le pays n’avait pas encore été suffisamment islamisé ni arabisé. Cette politique de l’arabisation, enfin, est devenue en une époque d’islamisation radicale aussi qu’une guerre civile entre 1992 et 2002, des facteurs clés d’une époque appelée la décennie noire en Algérie. A cette époque, Al-Qiyam parmi d’autres groupes, était devenu un parti politique, le Front Islamique du Salut (FIS) qui n’était pas satisfait avec les efforts d’arabisation dans le pays, qui a participé dans les premières élections libres en 1991 sous le programme d’une Algérie totalement islamisée. Le 26 décembre 1991, le FIS a gagné 47% du vote dans le premier tour de l’élection — que le FLN a vite annulé sous le prétexte de «the impossibility of continuing the electoral process until necessary conditions were achieved for the normal functioning of institutions» suivant la résignation du président Chadli Bendjedid<sup>33</sup>. Après la suppression du vote

---

<sup>33</sup> Willis

et, en plus, la dissolution du FIS en 1992 par l'Assemblée Nationale algérienne, le FIS a réagi avec les paroles («This treasonable act by a small clique...is a betrayal of both God and the Algerian people»), pourtant ses dévotés ont réagi aussi avec de la violence<sup>34</sup>. Entre 1992 et 2002, entre 100.000 et 200.000 d'Algériens ont été tués par les extrémistes des groupes tels que le GIA (une filière extrémiste du FIS) qui ont terrorisé «infrastructure, security forces, and state targets...but also on journalists, academics and intellectuals, foreigners...working women and 'immodest' girls in public spaces», suivant l'exemple de l'Islam radical que le gouvernement avait installé dans les écoles et le gouvernement qui nécessitait mettre la fin à la crise qu'il avait créée<sup>35</sup>. Dès 2002, l'Algérie se trouve stabilisée à cause des mesures prises par le président Bouteflika (dont le mandat a duré de 1999 jusqu'à 2019) contre les idéologies radicales. Le FLN, pourtant, ne semble pas avoir réalisé les conséquences et les dommages venus de l'arabisation visée des masses — dont la décennie noire était une réponse traumatisante. Pendant que ceux-ci étaient privés d'une éducation dans une langue qui leur serait utile dans la vie active ou à peine dans une langue qu'ils utilisent dans la vie quotidienne, la classe dirigeante éprouvait le contraire. Les enfants des politiciens, des militaires, et des hommes d'affaires sont formés souvent à l'école privée ou «la langue française et la langue d'enseignement». En dépit des lois de 1991 et 2008 exigeant que l'enseignement doit être «dispensé en langue arabe» (arabe classique) même à l'école, environ 25.000 étudiants ont l'opportunité d'être formés dans une langue qui leur sera utile dans la vie active. Le reste du pays, pourtant, est soumis à un enseignement dans une langue qu'il parle majoritairement à la mosquée<sup>36</sup>. Avec un système d'éducation qui refuse la langue de la vie quotidienne, la majorité des étudiants sortent de l'école

---

<sup>34</sup> Ibid

<sup>35</sup> McDougall, James. *A History of Algeria*. Cambridge University Press, 2017.

<sup>36</sup> CEFAN

secondaire sans l'opportunité d'avoir maîtrisé une langue avec la même capacité que les élites — ni celle du gouvernement (selon les paroles de la loi) et de la religion, ni celle de la rue, ni celle de la «modernité», des postes, et surtout de l'université. Le peuple algérien est devenu selon Benrabah «bilingue analphabète»<sup>37</sup>. Dans ce cas particulier, trilingue analphabète s'y appliquerait mieux. Ainsi, les étudiants, et la société, aussi, ont peu d'opportunités d'avancement, vu par le taux de chômage de 25% chez les jeunes, même les diplômés, et aussi par les manifestations collectives contre la stagnation du pays en 2019<sup>38</sup>. Mohamed Benrabah a défini cette injustice «l'exclusion d'une élite pour la remplacer par une autre et/ou souvent l'exclusion du peuple»<sup>39</sup>.

Si les Algériens s'attachaient à l'Islam avant et pendant la révolution, ce processus de l'arabisation, pourtant, venait largement des élites ceux-ci ayant leurs propres motivations à la société algérienne de l'après-guerre. En commençant par l'école, le gouvernement s'est écarté au fur et à mesure du peuple algérien par la langue. Dès 1974, l'arabisation totale de la formation et de l'école primaire jusqu'à l'année terminale, l'empêchement de l'enseignement en daridja, et la réduction du français à une langue étrangère avant l'université avec un temps de formation de trois heures par semaine). Empêcher le parler d'une langue majeure à un peuple, en faveur d'une langue qui ne favorise qu'une partie minoritaire, ainsi que favoriser, même forcer une langue dans la bouche d'un peuple par les enseignants loin de la réalité diverse de l'Algérie, en empêchant l'enseignement dans la langue maternelle — tout cela est une injustice. Toutes les actions du gouvernement algérien par rapport à l'arabisation, qui est devenue en réalité une islamisation du pays, sont des injustices, et même les échecs à l'égard des Algériens. Le

---

<sup>37</sup> Benrabah, Prof. Mohamed. *Language Conflict in Algeria : From Colonialism to Post-Independence*, Channel View Publications, 2013. ProQuest Ebook Central, <https://ebookcentral.proquest.com/lib/arcadia/detail.action?docID=1192819>.

<sup>38</sup> World Factbook

<sup>39</sup> Benrabah (Language Conflict)



gouvernement n'a fait que barrer la majorité des Algériens de la prospérité et l'unité de leurs pays et de leur peuple avec l'installation d'une langue qui ne se parle même pas dans les secteurs des affaires, ni de l'éducation, surtout au moment de l'indépendance.

### **La langue française en Algérie:**

C'était donc le FLN qui a répandu l'idéologie paranoïaque envers une société plurilingue, qu'uniquement l'arabe classique peut mener à l'union de la république et du peuple aussi qu'au pouvoir garanti du gouvernement. La présence des langues telles que la daridja, le tamazight, ou le français ne ferait que diviser le pays (ce dernier particulièrement au lendemain de l'indépendance). Toutefois, le français a une place solide dans l'histoire, la formation, les sciences, les affaires, et la société algérienne en général. Selon l'Organisation Internationale de la Francophonie, 13,8 millions d'Algériens sont francophones, mais la langue française jusqu'à l'époque récente était souvent condamnée en tant que langue du colonisateur à cause de l'histoire douloureuse entre l'Algérie et la France<sup>40</sup>. L'emploi de cette langue est appelé par Khaoula Taleb Ibrahim, professeur de langue et de littérature arabes à l'université d'Alger «entre le dénie et l'adhésion»<sup>41</sup>.

Depuis l'invasion française en 1830, l'Algérie connaît une tension entre la culture français envahissante et la culture algérienne grâce aux efforts colonialistes de détruire la culture algérienne et la langue arabe dans le pays. Pendant la présence coloniale de la France (qui a duré entre 1830 et 1962) et même de nos jours, selon Mohamed Miled, «au lendemain des

---

<sup>40</sup> OIF

<sup>41</sup> Taleb Ibrahim, Khaoula. *L'enseignement Du Français Dans Les Pays De Langue Arabe*. CIEP, Khaoula Taleb Ibrahim, Professeur, Université D'Alger, 2010, pp. 34-41, [www.ciep.fr/sites/default/files/migration/conferences/l-enseignement-du-francais-dans-les-pays-de-langue-arabe/docs/actes-seminaires.pdf](http://www.ciep.fr/sites/default/files/migration/conferences/l-enseignement-du-francais-dans-les-pays-de-langue-arabe/docs/actes-seminaires.pdf).

indépendances...[le français] occupait une sphère étendue à des usages administratifs, institutionnels, économiques, et éducatifs»<sup>42</sup>. Autrefois, l'Algérie avait déjà connu la domination sous plusieurs empires, notamment ceux des Romains, des Omeyyades, et des Ottomans avant le huitième siècle. Ces derniers ont apporté au Maghreb l'Islam et la langue arabe. Cette identité arabo-musulmane, vite répandue par les envahisseurs et adoptée par une grande majorité du territoire (excepté des tribus berbères montagnards), était même au dix-neuvième siècle un des piliers de la lutte contre les Français au moment de l'invasion et de la capitulation<sup>43</sup>. Dans les années qui ont suivi la prise de l'Algérie, l'Emir Abdelkader, dit le sauveur de l'Ouest avant sa reddition en 1857, a lutté contre l'invasion française, sous l'inspiration de l'Islam et la notion qu'une Algérie algérienne est musulmane qu'ainsi la présence française ruinerait. Cette dernière hypothèse prouverait correcte car la France a agi avec vitesse afin de d'asseoir son pouvoir dans sa nouvelle colonie. A côté des invasions et des attentats militaires ont été lancés des attentats culturels et, de plus, linguistiques.

La pacification du paysage algérien (marquée par des prises de terre ainsi que la boucherie des milliers d'indigènes sur le territoire algérien) accompagnait une invasion de la langue française, celle-ci employée en tant qu'outil de conquête, voire de destruction, de la culture et de la langue existantes là-bas. Avant et même au début de la présence française, une tradition des écoles existait en Algérie (ou ce qui était à l'époque un territoire rempli des Arabes et des Berbères) auxquelles les étudiants étaient formés selon les principes de l'Islam (les *madrasas*)<sup>44</sup>. Ce type d'institution, dont l'Algérie comptait 2.000 au dix-neuvième siècle, formait

---

<sup>42</sup> Miled, Mohamed. "Le Français Dans Le Monde Arabophone : Quels Statuts, Quels Contacts Avec La Langue Arabe ?" *Langue Française*, vol. 167, no. 3, 2010, p. 159., doi:10.3917/lf.167.0159.

<sup>43</sup> Willis

<sup>44</sup> Kateb, Kamel. "Les Situations Scolaires Dans l'Algérie Coloniale." *Insaniyat: Revue Algérienne D'anthropologie Et De Science Sociales*, no. 25-26, 2004. *OpenEdition*, journals.openedition.org/insaniyat/6137.

les étudiants principalement dans ce qu'appelle Kamel Kateb «le bias de l'apprentissage du Coran», un type d'apprentissage visant à faire mémoriser les vers du Coran par les étudiants<sup>45</sup>. Parallèlement à la situation actuelle, la langue d'enseignement institutionnelle était à l'époque l'arabe classique.

Sous la régence du dey d'Alger (le dirigeant ottoman du territoire et de la ville d'Alger avant la colonisation), un système secondaire ou universitaire comme on le sait n'existait pas, pourtant pour quelques étudiants extraordinaires, les écoles *zaouias* enseignait les sujets hors de la religion (tels que la rhétorique, l'arithmétique, l'astronomie, ou même les traités médicaux) tandis que le Coran et la théologie étaient toujours les sujets clés de l'éducation de la madrasa. Au contraire de l'école primaire, les *talebs* (étudiants de la madrasa) apprenaient la langue arabe, c'est à dire la grammaire (plus des vers du Coran simplement mémorisés). Après la conquête, les systèmes colonial français et les *zaouias* opéraient simultanément pendant quelques années, séparés et destinés exclusivement aux enfants des colons élites (les enfants des nouveaux dirigeants de la colonie) mais aussi aux enfants algériens des collaborateurs avec le nouveau régime. Cette scolarisation exclusive était comparable à l'état de l'éducation en France à ce moment-là où l'éducation était un privilège.

L'arrivée de la troisième république en 1871, cependant, a mis fin à la monopolisation de l'éducation pour les Français métropolitains et dans la colonie — tout en privant la population autochtone de toute opportunité d'enseignement pratiquement. La loi Ferry de 1882 est arrivée en Algérie en 1883, et l'école française est devenue ainsi «gratuite, laïque, et obligatoire», suscitant des problèmes en Algérie à cause du deuxième élément de cette devise<sup>46</sup>. Les Algériens

---

<sup>45</sup> Ibid

<sup>46</sup> Ibid

soupçonnaient l'institution scolaire libérée de l'influence religieuse, et donc gardaient leurs enfants chez eux au lieu de les évangéliser (Benrabah)<sup>47</sup>. Cette résistance à la scolarisation française avait beau commencer bien avant la loi Ferry avec le refus des parents algériens d'envoyer leurs enfants aux institutions françaises, cette installation de l'école républicaine a entraîné une campagne encore plus féroce contre les langues algériennes. Dans le cas des écoles la fermeture des madrasas et zaouias a connu une vite croissance car l'état ne subventionnerait plus (bien moins qu'avant la loi) les écoles ayant l'instruction religieuse dans une filière de la république. Les écoles bilingues (franco-arabes) tombaient à côté, remplacées par les écoles de l'enseignement uniquement en français aux niveaux primaire et secondaire. Selon Benrabah, le gouvernement métropolitain visait à une éducation systématisée en Algérie pour les Européens et les autochtones, mais la destruction des écoles algériennes et franco-arabes par le gouvernement colonial a renvoyé les étudiants à la maison, créant deux classes distinctes — les analphabètes et les étudiants du système français. Le système ne visait qu'à la formation des jeunes citoyens pour la république française et surtout les fonctionnaires (dont la colonie avait vraiment besoin en voyant se vider son gouvernement des Français — soit à l'âge, soit à la fuite de la population vers la France après la chute de l'empire). Il cherchait à amplifier l'installation du rôle et de l'enseignement du français dans la formation parmi plusieurs domaines — du gouvernement à l'établissement des journaux francophones en passant par la fondation des sociétés bancaires et les émissions de radio<sup>48</sup>.

---

<sup>47</sup> Benrabah, Mohamed. "Language Maintenance and Spread: French in Algeria." *International Journal of Francophone Studies*, vol. 10, no. 1, 2007, pp. 193-215., doi:10.1386/ijfs.10.1and2.193\_1.

<sup>48</sup> Taleb Ibrahim, Khaoula. "L'Algérie: Coexistence Et Concurrence Des Langues." *L'Année Du Maghreb, L'espace euro-maghrebin*, 2004, pp. 207-218., journals.openedition.org/anneemaghreb/305.

À l'indépendance de l'Algérie de la France, le FLN, officiellement le parti en chef, a vite mis en place les premières étapes vers l'arabisation du pays, avant tout pour les raisons nationalistes par rapport au rôle de l'arabe et de l'Islam pendant la guerre d'indépendance mais aussi à la fin d'évincer le français du pays pour toujours. Selon Mohamed Miled, professeur à l'Institut Supérieur des Langues de Tunis, cette tension entre l'arabe et le français, même si elle est plus «dépassionné[e]» aujourd'hui, et la quête identitaire qu'avait lieu à l'époque dans le pays, est le riposte du colonialisme<sup>49</sup>. Selon le gouvernement algérien, le français n'était qu'une menace à la culture algérienne et celle de l'Islam (dit «une menace dirigée contre la langue et la culture arabes») depuis la conquête au dix-neuvième siècle et la destruction suivante de la place de l'arabe et de l'Islam<sup>50</sup>. Ainsi, le français, aux yeux du gouvernement et au nom du peuple et de la religion, méritait sa perte de pouvoir en Algérie dans chaque aspect de la vie, même de la vie quotidienne. De nos jours, il est évident que cette initiative d'effacement n'a pas réussi. En dépit de l'histoire de la colonisation, et la politique d'arabisation, le français reste fort dans la société algérienne. Dès la première constitution en 1963 après la guerre, le gouvernement post-colonial nécessite une stipulation que l'arabe est la langue officielle et unique, prétendant que «l'Algérie se doit d'affirmer que la langue arabe est la langue nationale et officielle»<sup>51</sup>. Ceci était le commencement du «démantèlement» du français en théorie, suivis par d'autres ordonnances qui visaient à rétablir l'arabe comme la seule langue d'emploi, telles que les lois de 1964 et 1974 qui ont rétabli l'arabe à l'école en tant que première langue d'enseignement. Sous la présidence de Ben Bella, dont on rappelle toujours sa proclamation «nous sommes arabes», la loi n. 64-147 de 1964 a beau passer par ordonner l'usage de la langue arabe au parlement, la même

---

<sup>49</sup> Miled

<sup>50</sup> Willis

<sup>51</sup> Ben Bella

loi a permis «également une édition en langue française» du Journal Officiel des lois algériennes, probablement afin d'accommoder le nombre des fonctionnaires dans le pays à l'époque essentiels à son fonctionnement<sup>52</sup>. Le français n'a été «interdit» qu'en 1991 par la loi de 1991, qui selon CEFAN, «vise à exclure l'usage et la pratique du français dans l'administration publique, la justice, le monde de l'éducation (incluant les universités), les hôpitaux...la loi de 1991 impose l'usage unique de la langue arabe». Cette loi toute puissante, «continue juridiquement en vigueur», cependant en faisant des exceptions toujours pour le français en pratique<sup>53</sup>. Même après six éditions de la constitution, le même article reste— ainsi que le français. Tandis que celui-la reste dans la constitution algérienne, et que le français n'a même pas un statut reconnu officiellement, le français se parle partout dans la vie publique et professionnelle en Algérie.

En 2019, il est clair que le français est bien présent en Algérie. Si l'arabe est la langue «officielle et nationale », le français est la langue véhiculaire et selon une étude de l'Institut de France de Rabat «la plupart des Algériens s'expriment bien en langue française...et ont continué leurs activités professionnelles en utilisant cette langue»<sup>54</sup>. Parmi d'autres vestiges plus puissants de la colonisation dans les grandes villes et dans la capitale, le français occupe selon Sofia Rahal de l'université d'Alger une «place non-dérisoire» en Algérie<sup>55</sup>. Il se voit presque immédiatement, à côté de l'arabe et il le remplace même dans quelques domaines. Sur les sept journaux «d'importance nationale», uniquement un ne publie qu'en arabe; cinq publient uniquement en français, le journal de l'état *el Moujahid* inclus, et le septième est une publication bilingue. En

---

<sup>52</sup> Jean

<sup>53</sup> CEFAN

<sup>54</sup> Soukehal, Rabah. *La France, l'Algérie Et Le Français: Entre Passé Tumultueux Et Présent Flou*. *Les Cahiers De L'Orient*, vol. 103, no. 3, 2011, pp. 47-60. *CAIRN*, [www.cairn.info/revue-les-cahiers-de-l-orient-2011-3-page-47.htm#](http://www.cairn.info/revue-les-cahiers-de-l-orient-2011-3-page-47.htm#).

<sup>55</sup> Demmane, Fawzi. "La Francophonie En Algérie : Mythe Ou Réalité ?" *Le Bon Usage*, Le Bon Usage, 2011, [lebonusage.over-blog.com/article-la-francophonie-en-algerie-mythe-ou-realite-49060900.html](http://lebonusage.over-blog.com/article-la-francophonie-en-algerie-mythe-ou-realite-49060900.html).

plus, l'Entreprise Nationale de Télévision, bien de l'état, fait ses émissions en français et en arabe aussi que la radio — l'organisation appelée La Radio Algérienne<sup>56</sup>. Evidemment, ces entreprises et institutions vont à l'encontre du quatrième article de la loi 1991, qui sont autrement censées «utiliser la seule langue arabe dans l'ensemble de leurs activités telles que la communication»<sup>57</sup>. Cette non-adhérence à la loi et l'utilisation du français est répandue jusqu'au secteur bancaire, aussi («le travail technique (comptabilité, analyse financière, gestion, etc) se fait en français. Les documents, formulaires, et fiches sont en arabe et en français» De plus, le français se trouve aux institutions de l'enseignement supérieur en tant que langue d'enseignement, malgré les tentatives de l'arabisation du pays et surtout des écoles primaires et secondaires.

La politique d'arabisation et les tentatives d'effacement du français au niveau de l'éducation contribuent, pourtant, à la crise linguistique en Algérie. Exceptant les études en langue arabe et en sciences humaines, le français est la langue d'enseignement à l'université pour tous les cursus scientifiques et techniques. Selon le journal *La France en Algérie*, sur 1,3 millions d'étudiants, 33% suivent un cursus universitaire en langue française et 85,22% l'utilisent à l'université pour les études en architecture, médecine, électricité, biologie, ingénierie, et même en agronomie<sup>58</sup>. Autrefois, le français souffrait sous sa réputation en tant que langue coloniale, dit «par essence une langue impérialiste et colonialiste»<sup>59</sup>. Le but de l'arabisation était, donc, d'évincer le français et le passé colonial du pays, cependant l'implémentation de nouvelles écoles partout dans la nouvelle république qui enseignaient le

---

<sup>56</sup> Soukehal

<sup>57</sup> Jean

<sup>58</sup> *Le Français Face à Une Forte Demande En Algérie*, *La France En Algérie*, Ministre De L'Europe Et Des Affaires Etrangères, 12 May 2014, [dz.ambafrance.org/Le-francais-face-a-une-forte](http://dz.ambafrance.org/Le-francais-face-a-une-forte)

<sup>59</sup> Benrabah (Language Maintenance)

français trois heures par semaine a entraîné le répand, et non exactement l'éviction, du français dans la population. En plus, les Algériens n'ont pas eu une grand envie de changer la langue dans laquelle ils écoutaient leurs émissions, lisaient les journaux, étudiaient, et travaillaient depuis longtemps, malgré les sentiments arabo-musulmanes sur lesquels le pays est construit. Le français a beau maintenir une présence dans la société algérienne, l'arabisation assoit un mauvais enseignement de cette langue, exceptant les écoles privées ou les régions urbaines. A l'université, cependant le français devient une des langues principales de l'enseignement à côté de l'arabe. Ainsi, les étudiants qui n'ont pas maîtrisé suffisamment le français avec trois heures d'enseignement par semaine ne peuvent pas réussir l'université comme les élites ou le pouvoir qui avaient plus d'instruction. Car le gouvernement empêche l'enseignement du français, un nombre énorme des Algériens connaissent une stagnation collective dans le monde du travail et un taux de chômage à 17%<sup>60</sup>. Tout en limitant la langue de travail, le gouvernement utilise le français pour achever ses propres buts et garder son pouvoir:

Such a strategy is characterized by the policy-makers' implementation of a language policy (Arabization) for the majority of the population in order to enable their own children educated in French to have less competition for the well-paying jobs and prestigious career options (modern business and technology) which require competence in French. Thus, the military and socio-political leadership resort to French *lycées*, preventing their offspring from enrolling at school that cater for the masses. In fact, immediately after independence, the ruling elite showed its preference for French schools

---

<sup>60</sup> Zouaimia



over national ones. The phenomenon of elite closure quite nicely illustrates a credibility gap between what the leaders say and what they actually do<sup>61</sup>.

Les Algériens d'aujourd'hui regardent la langue française comme un «butin de guerre», associé avec un passé colonial douloureux (53,3% de la population selon un sondage de 2001), mais aussi comme une partie du patrimoine algérien et la langue du pain. En plus, à cause de la présence linguistique du français dans le monde actif, les jeunes demandent un meilleur niveau de l'enseignement du français à l'école, pour qu'ils puissent achever tout ce qu'ils peuvent. Dans l'étude de l'Institut Français de Rabat, une lycéenne dit «Grâce à la francophonie, plusieurs horizons me sont ouverts»<sup>62</sup>. Ainsi, les actions du gouvernement — qui limitent l'accès et l'enseignement dans les langues dont les Algériens ont besoin et envie, — sont clairement les injustices contre le peuple, qui méritent d'avoir l'opportunité à maîtriser les langues dans lesquelles ils peuvent atteindre leurs buts et suivre les opportunités.

### **Les langues berbères en Algérie:**

Du journal *HuffPost Maghreb*, professeur de langue et de civilisation arabes à Science Po Paris, Ruth Grosrichard dit que la réalité linguistique dans le Maghreb «est plus complexe qu'un duel simple» entre l'arabe classique et l'arabe dialectal, même qu'entre l'arabe et le français<sup>63</sup>.

La réalité comprend aussi une troisième langue qui contribue aussi au débat identitaire et linguistique en Algérie. Appelée aussi une famille de langues ou de dialectes, elle se répand dans

---

<sup>61</sup> Benrabah (Language Maintenance)

<sup>62</sup> Soukehal

<sup>63</sup> Grosrichard, Ruth.  $\frac{1}{2}$ Arabe Classique, Darija Marocaine, Amazighe, Français... Entendons-Nous!  $\frac{1}{2}$  *Al HuffPost Maghreb*, *Al HuffPost Maghreb*, 4 Aug. 2016, [www.huffpostmaghreb.com/ruth-grosrichard/arabe-classique-darija-marocaine-amazighe-francais-entendons-nous\\_b\\_7926802.html?utm\\_hp\\_ref=mg-linguistique](http://www.huffpostmaghreb.com/ruth-grosrichard/arabe-classique-darija-marocaine-amazighe-francais-entendons-nous_b_7926802.html?utm_hp_ref=mg-linguistique).

le Maghreb aussi que dans les régions du Sahel et du Sahara en Afrique. Connue sous les noms divers, tels que le berbère (le mot général que j'utiliserai dorénavant), le tamazight, le kabyle, le chaoui, le touareg, cette collection des langues se parlent par son peuple, appelé «berbères» par les Romains depuis l'Antiquité, bien avant l'arrivée des Ottomans, des Français, ou des Arabes<sup>64</sup>. On estime qu'un presque un tiers (27%) de la population algérienne est berbérophone. Le FLN toutefois n'a reconnu officiellement le berbère en tant que langue qu'en 2016 au renouvellement de la constitution après les décennies, même les époques d'oppression par les présidents successifs. L'Algérie, ou le territoire qui la deviendrait il y a des époques, a beau connu les conquêtes fréquentes bien avant l'arrivée des Français et même les Arabes, le peuple berbère résistait à ces conquêtes et à la disparition totale de ses langues, dont la dominante en Algérie est le tamazight (aussi que le kabyle dans la région de Kabylie). Avant la conquête française en 1830, la terre qui deviendra l'Algérie avait déjà une multitude des peuples plurilingues; Les Berbères du désert et des savanes avaient appris l'arabe soit par force, soit par utilité dans les villes, les écoles, et les marchés largement arabophones<sup>65</sup>.

Les langues et la culture berbères, pourtant, ont été exploitées en tant qu'outils de la colonisation et de division des peuples algériens par les Français pendant l'époque de la colonisation. Tandis que les Français ont interdit l'arabe et sa place dans la vie des Algériens et installé le français dans la société, ils ont mis leur support derrière la culture berbère — ayant l'idée en tête de diviser les peuples diverses habitant cette terre — et ils ont réussi à les diviser. Au cours de la conquête et de l'âge de la colonisation, le gouvernement colonial a établi un tas d'institutions académiques et culturelles dédiées à la promotion de la langue et de la culture

---

<sup>64</sup> CEFAN

<sup>65</sup> Ibid

berbères. Avec le fondement des premières institutions telles que l'Ecole Supérieure des Lettres d'Alger et l'Institut d'Etudes Orientales est venue la création du diplôme des dialectes berbères et les programmes d'étude qui employaient le tamazight spécifiquement comme la langue d'enseignement<sup>66</sup>. Ainsi, le soutien français du peuple berbère a suscité une méfiance encore plus profonde chez les Arabes des villes et de la côte à l'égard des berbérophones, même après l'indépendance, les Arabes accusant les Amazighs «d'être au service du néocolonialisme» ou «manipulés par le Maroc, Israël, et/ou la France»<sup>67</sup>. Le tamazight, aussi que le français et la daridja, a été ciblé par la politique de l'arabisation suivant l'indépendance, le gouvernement prétendant que cette langue du patrimoine algérien représentait une menace à l'unité du nouveau pays. Les lois d'arabisation qui visent à effacer le français et la daridja du paysage linguistique ciblent aussi les langues berbères.

La résistance berbérophone à cet effacement, pourtant, existant depuis les premières conquêtes du Maghreb, ne supporte point cette dégradation de son identité et donc l'augmentation de la dictature du FLN. En 1972, Ahmed Taleb a proclamé: «When people say that Algeria is made up of Arabs and Berbers, this is false...[Arabic should be] the only voice in which to express Algerian culture»<sup>68</sup>. Suivant l'exemple des Français et même des Arabes de l'époque précédant l'indépendance en ce qui concerne la promotion culturelle et linguistique, les berbérophones se sont rassemblés et créé les organisations, tels que l'Académie Berbère en 1968. Le vrai mouvement de revendication de la culture berbère, pourtant, a déclenché en 1980, dite «le printemps berbère». En mars 1980, le FLN a provoqué la rage de la population berbérophone

<sup>66</sup> Chalah, Seïdh. Enseignement De La Langue Berbère En Algérie: De 1995 à 2011. *Iles D'Imsli*, no. 3, 2011, pp. 71-84., revue.ummto.dz/index.php/idi/article/view/237.

<sup>67</sup> Ibid

<sup>68</sup> McDougall

après avoir annulé une lecture de la poésie berbère par Mouloud Mammeri, enseignant du tamazight, à l'université de Tizi Ouzou, des années après l'annulation des cours en tamazight à cette université-ci et à nombreux autres dans le pays (faite aussi par le FLN). De ces mouvements politiques et grossement opprimants est née l'initiative pro-berbérophone en Algérie, dans la région de Kabylie (qui est presque uniquement berbérophones parlant le dialecte kabyle), et autre part dans le pays. L'émotion des berbérophones s'exprimait majoritairement par les manifestations, souvent transformées en émeutes à la main de la police comme en avril 1980.

Aujourd'hui, les Berbères poursuivent toujours la lutte pour le respect de leurs langues, car ce respect n'est pas encore achevé. Même aujourd'hui, ils manifestent afin d'atteindre un statut plus égal en Algérie. Une période de grève en faveur de l'enseignement du tamazight à l'école a entraîné par exemple l'établissement en 1995 d'un «Haut Commissariat à l'amazighité chargé d'introduire l'idiome dans les manuels scolaires». Un deuxième printemps berbère en 2001, déclenché après la mort d'un jeune lycéen amazigh, a forcé au gouvernement de reconnaître la communauté berbère dans les négociations nationales pour détendre les tensions dans la région de Kabylie et même à Alger. En 2002, la nouvelle constitution algérienne a déclaré le berbère une «langue nationale» (et l'a déclaré officielle en 2016) et a établi une nouvelle Académie Berbère sur la terre algérienne<sup>69</sup>. Quelques petites victoires se voient dans d'autres parties de la vie algérienne, telles que la création d'une chaîne de télévision amazighe (BRTV, mais en direct de la France), l'inscription des enseignes publiques en *tifinagh* (l'alphabet amazigh), et l'enseignement du tamazight à l'école parmi 350.000 étudiants en 2017<sup>70</sup>. Le président Bouteflika lui-même a énuméré les trois piliers de l'algérianité: l'Islam, l'Arabe, et le

<sup>69</sup> «Le Paradoxe Berbère.» *Jeune Afrique*, Jeune Afrique, 25 Nov. 2009, [www.jeuneafrique.com/199995/societe/le-paradoxe-berb-re/](http://www.jeuneafrique.com/199995/societe/le-paradoxe-berb-re/).

<sup>70</sup> Ibid

Tamazight, ou dans ses propres mots «L'identité de l'Algérie est sous-tendue par son passé amazigh ancestral, son histoire arabe séculaire, et son patrimoine arabo musulmane authentique»

<sup>71</sup> — tout en refusant de parler de la culture berbère vivante, préférant de ne considérer les Berbères qu'un moment de l'histoire ancienne.

### **Conclusion:**

En face du débat berbérophone, de la présence du français, et des questions d'usage et de relevance par rapport aux arabes classique et algérien, il est clair que l'Algérie est un pays plurilingue grâce à son histoire et à ses peuples qu'elle englobe. Selon certains groupes, ceux-ci déjà discutés, ce pluralisme suscite des problèmes pour la société algérienne, c'est à dire son unité. Ainsi, selon cette idéologie, le pluralisme met l'Algérie en crise. Aussi, selon cette population très particulière, la diversité mène à la crise. Pourtant, la diversité n'est un problème que par les pensées et les actions de ceux désirant l'écraser, afin de tenir le pouvoir dans la main. La pluralité linguistique très particulière est le produit d'un tas d'histoires, de conquêtes, et de cultures — comme tous les pays du monde, tandis que le paysage linguistique et social algérien soit toujours marquées par les quatre langues principales du pays. L'histoire algérienne n'est ni paisible ni simple, pourtant il n'est pas possible de la changer. Ainsi, il vaut mieux reconnaître et même fêter le présent qui résulte de cette histoire afin de construire un avenir plus inclusif pour toute l'Algérie. En tant qu'étranger, et n'ayant pas vécu les horreurs et les clivages sortis de la politique linguistique, je sais bien que mon opinion paraît idéaliste. Mais étant donné les situations actuelles des deux autres pays du Maghreb, pourquoi l'Algérie semble-t-elle résister à

---

<sup>71</sup> Sputnik. "Face Aux Polémiques, Bouteflika Énumère Les Trois «Piliers» De L'identité Algérienne." *Sputnik France*, 4 Dec. 2018, [fr.sputniknews.com/international/201812041039168233-bouteflika-constantes-identite-nationale-algerie/](http://fr.sputniknews.com/international/201812041039168233-bouteflika-constantes-identite-nationale-algerie/).

son statut plurilingue? Selon ceux qui convoitent le pouvoir ou qui le tiennent actuellement, cette inhabilité vient de l'époque de la colonisation, aussi que les restes du français et des valeurs occidentales et de toute langue, tel que la daridja, qui n'est pas estimée suffisamment «pure». Pourtant, à l'encontre des paroles du gouvernement, les Algériens d'aujourd'hui ne sont opprimés que par ces affamés du pouvoir. En limitant l'accès et l'apprentissage de la langue véhiculaire aux élites et à leurs institutions, en dégradant les langues maternelles de la nation, et en perpétuant un système d'éducation qui valorisent un parler confié à des sphères d'usage très particuliers, les opportunités disponibles aux Algériens sont limitées— d'où la colère explosive de 2019. Ainsi, le pays n'aura aucune opportunité d'avancement par les efforts de ses propres autorités, et non par la prolifération du français ni la daridja ou le berbère. Cet empêchement de l'apprentissage est un échec venu des actions du gouvernement algérien à l'égard de ses citoyens qui impacte tout le monde.

En ce qui concerne l'Algérie, qu'il soit de la langue ou de la religion, le gouvernement ne désire que monopoliser tout afin de garder le pouvoir, et de plus, il ne désire que le pouvoir. Il ne s'intéresse ni à la question de la langue, ni de la culture. La langue arabe a bien été exploitée comme un outil destiné à la domination des Algériens. Chez le gouvernement algérien n'existe qu'une histoire de corruption qui a conduit le problème islamiste jusqu'à la décennie noire ainsi que la politique d'arabisation jusqu'à l'empêchement de la modernisation. Enfin, la question de la langue en Algérie englobe un problème plus profond qu'une simple question du choix de formation ou de travail. Selon Sonja L. Lanehart, linguiste, au sujet des langues:

Language can be a means of solidarity, resistance, and identity within a culture or social group. The language a person speaks is the language that person identifies with and is therefore very important to the individual. To try to dictate and to purge one's language is to try and change the individual; you thereby change his or her identity and make unnecessary and possibly detrimental demands on his or her culture and person<sup>72</sup>.

En lançant des attentats sur le paysage linguistique pluraliste, les élites et les fanatiques que ceux-la ont entraîné attaquent les Algériens eux-mêmes ainsi que la diversité de l'identité engendrée par ce pluralisme linguistique. Avec chaque ordonnance, initiative, et parole contre les langues qui ne sont pas l'arabe classique, ces langues subissent des attentats non-méritées, voire injustes, sur leurs places dans la vie algérienne. Selon la déclaration universelle des droits linguistiques la langue et en plus le choix de la langue à parler à chaque personne est indispensable à la vie humaine et son existence. L'Algérie ainsi subit une crise des droits humains perpétrés par une échelle de sa propre population. Sous le règne de Bouteflika, la position monolingue officielle a beau se relaxer, la réalité algérienne actuelle — celle d'un système d'éducation qui trahit ses étudiants en ne leur préparant pas pour rentrer dans le monde actif, et celle d'une culture devenant plus tolérante au fur et à mesure mais qui, au même temps, n'a pas encore réconcilié son identité bien nuancée. Cette tolérance se dévoile au fondement de l'Académie Berbère ou à l'introduction dans certaines écoles de la darija aux cursus, mais la haine et la division linguistique perpétuent, même chez les jeunes. En octobre 2018, des étudiants des lycées dans la région de Jijel ont fait un boycott de l'enseignement de la langue

---

<sup>72</sup> Fishman et Garcia





(pendant un match de foot en 2009 contre l'Algérie et l'Égypte, les commentateurs égyptiens ont proclamé «il s'agit de berbères parlent une étrange langue»<sup>76</sup>), pour les influences linguistiques visibles du tamazight et des Turcs sur la langue arabe, la rendant impure, et bien sûr pour la présence perpétuelle du français. L'arabité de l'Algérie se différencie beaucoup de celle du Moyen-Orient, cependant les influences historiques et linguistiques la-dessus ne la minimisent pas, créant en fait une identité plus nuancée, même plus riche, qui s'appelle l'Algérienité. Abdou Semmar de la publication *Algérie-Focus* croit que cette langue est un droit et que «C'est un droit de se distinguer des autres par sa culture, sa façon d'être et sa façon de parler. Je suis le fruit d'une histoire multimillénaire, d'un patrimoine inépuisable. Je suis l'enfant de ces cultures diverses, de ces identités qui s'entremêlent, de ces histoires passionnées et passionnantes qui ont traversé les siècles». Mais cette identité, tout en n'appartenant qu'à l'Algérie, ne se différencie pas extrêmement du reste du monde arabo-musulmane. Semmar de *l'Algérie-Focus* continue: «Ne pas parler l'arabe classique ne signifie guère cesser d'être musulman. Parler une autre langue maternelle, l'utiliser à l'école pour aider nos enfants à assimiler le savoir et la science n'est point une déclaration de guerre à l'arabe classique»<sup>77</sup>. Des locuteurs quotidiens de la darija aux plus grandes institutions du monde arabe, personne ne croit, à part ceux qui souffrent de la convoitise du pouvoir, que la darija est une tache sur l'arabité algérienne. Selon l'Institut du Monde Arabe à Paris, la darija et tout autre dialecte arabe est une variété de l'arabe formée depuis des milliers d'années — c'est à dire une évolution naturelle<sup>78</sup>. Khaoula Taleb-Ibrahimi a dénoncé en 2015 le

---

<sup>76</sup> "Paradoxe Berbère

<sup>77</sup> Semmar, Abdou. *Arabe Classique Ou Dialecte, Le Dibat S'enflamme*. *Courrier International*, Kodansha Limited, 4 Aug. 2015, [www.courrierinternational.com/article/algérie-arabe-classique-ou-dialecte-le-debat-senflamme](http://www.courrierinternational.com/article/algérie-arabe-classique-ou-dialecte-le-debat-senflamme).

<sup>78</sup> Binaghi, Francesco. *Quelles Différences Fait-on Entre Arabe Standard Et Dialecte ?*. *Quelles Différences Fait-on Entre Arabe Standard Et Dialecte ?*, Institut Du Monde Arabe, 2017, [vous-avez-dit-arabe.webdoc.imarabe.org/langue-ecriture/quel-arabe-parles-tu/quelles-differences-fait-on-entre-arabe-standard-et-dialecte-1](http://vous-avez-dit-arabe.webdoc.imarabe.org/langue-ecriture/quel-arabe-parles-tu/quelles-differences-fait-on-entre-arabe-standard-et-dialecte-1).

traitement de la daridja et sa «stigmatisation au nom d'un purisme exclusif»<sup>79</sup>. Elle est donc une vraie langue, celle de la majorité des Algériens — 72%, exactement. Elle mérite qu'on la reconnaisse et surtout qu'on la respecte.

La question à l'époque moderne est maintenant des réparations du mal subi par le peuple et leurs langues par la politique d'arabisation au nom du purisme, de l'unité, mais aussi du pouvoir. Premièrement, il faut commencer à l'école. Pendant des siècles, au contraire d'«al-fusha», la daridja n'était pas une langue écrite (à peine elle ne se trouvait que dans quelques textes). Cependant aujourd'hui la daridja écrite apparaît dans les SMS, les livres, les médias, et à l'école naturellement étant la langue typique algérienne dans la vie quotidienne. Permettre aux Algériens d'inscrire leur propre langue dans l'histoire écrite légitimerait la daridja dans la société algérienne et mettrait en route la destigmatisation de cette langue déjà parlée dans les domaines où, selon les lois d'arabisation, elle est interdite tels que les cours judiciaires et à la télévision. Tout en posant la question de l'enseignement d'une langue non standardisée, il faut admettre l'existence de l'arabe algérienne, l'apprécier, et établir une structure de l'enseignement pour que les Algériens puissent l'apprendre bien et l'utiliser dans toutes les parties de la vie selon leurs désirs.

La question du français est toujours plus précaire à aborder à propos du passé colonial, mais il est clair qu'il a toujours une place dans le paysage linguistique algérien et de plus que l'enseignement honteux de la langue dans les écoles publiques retarde le reste du pays. Un enquête fait avec les étudiants en ingénierie, une des plusieurs formations enseignées en langue française, révèle qu'uniquement 35 pour cent des étudiants supposés être bilingues comprennent

---

<sup>79</sup> Rondeleux, Nejma. "Journées D'études Autour De L'arabe Algérien: La Darja, Une Langue Part Entièrement?" *Al HuffPost Maghreb*, Al HuffPost Maghreb, 23 Apr. 2015, [www.huffpostmaghreb.com/2015/04/23/darija-langue-dialectal\\_n\\_7124632.html?utm\\_hp\\_ref=mg-linguistique](http://www.huffpostmaghreb.com/2015/04/23/darija-langue-dialectal_n_7124632.html?utm_hp_ref=mg-linguistique).

les questions posées en français dans la salle de classe pendant une leçon. Sur 200 étudiants en première année, «20% des questionnés déclarent ne pas comprendre totalement la langue française, face à 45% qui ne la comprennent que moyennement»<sup>80</sup>. Il est impossible de nier que le français se parle en Algérie à cause de la colonisation qui a changé le destin de l'Algérie et a massacré des Algériens, opprimés et obligés à adapter une langue qui, autrefois, n'était pas la leur. Le français n'aurait jamais dû pénétrer l'Algérie avec une telle violence, mais il est là et il y reste, adopté par les Algériens qui le considèrent moins un souvenir de la colonisation qu'un outil ou une clef au reste du monde. Le français se trouvant en Algérie, et les Algériens ayant la volonté de l'apprendre, il ne faut plus que ce ne soient que les élites ou les aisés qui ont l'accès à l'enseignement du et en français d'une bonne qualité.

Le français appartient aux Algériens, comme il appartient à tous les pays francophones qui ont aussi été forcés de le prendre en tant que langue. Le poète congolais Gerard-Felix Tchicaya U Tam 'Si a déclaré en 1976 «Il y a que la langue française me colonise et et que je la colonise à mon tour», ou selon les paroles d'Abdou Diouf, ancien secrétaire général de la Francophonie: «French was forced on us during colonialism, but then we chose it»<sup>81</sup>. Le français ayant sa place en Algérie, il faut garantir l'enseignement du français pour tous ceux qui en ont envie et afin de répandre les opportunités pour tous les Algériens.

Tout en respectant le traitement égal de la darija et du français face à l'arabe classique, il est nécessaire de ne pas laisser en ombre les langues berbères, langues ancestrales et historiques mais très actuelles quand même. Le tamazight est enseigné aux écoles algériennes après une longue bataille contre les islamistes et les Algériens eux-mêmes croyant à l'infériorité du

---

<sup>80</sup> Nawel, Kherra. "Le Plurilinguisme En Algérie." *Observatoire Plurilinguisme*, 2010, [www.observatoireplurilinguisme.eu/.../article\\_kherra.doc](http://www.observatoireplurilinguisme.eu/.../article_kherra.doc).

<sup>81</sup> Nadeau Jean-Benoît, and Julie Barlow. *The Story of French*. CNIB, 2009.

tamazight. En 2011, cependant, le chiffre d'étudiants suivant un cours de langue berbère (n'importe quelle) n'a pas dépassé trois pour cent, et ce chiffre risque toujours baisser à cause de l'attitude gardée contre les langues berbères dans le pays. Même dans les écoles, la question de comment enseigner le tamazight, le kabyle en Kabylie ou de toutes les langues berbères, monte à la surface, car, n'étant pas une langue écrite, elle n'est pas fixe. La langue enseignée à l'école, selon Abderrezak Douari, dirigeant du Centre National Pédagogique et Linguistique pour l'enseignement du Tamazight, est «une langue artificielle», venue/tirée du dictionnaire de Mouloud Mammeri ou des «textes amazighes» qui sont en réalité des traductions des textes du français ou de l'arabe, non à la base «amazighe». Alors, dès qu'on réussit à apporter le tamazight à l'école, il est gâché par des fabricants «comme le HCA et non les linguistes qui ont inventé cet «artefact» dit Dourari, estimant «le désir de fus'ha (arabe classique) de tamazight.» qui en théorie mènerait à l'union des peuples berbères et la légitimation de leurs langues, mais qui en principe cause la stagnation du chiffre des étudiants suivant un cours de langue berbère et la fuite des étudiants «parce qu'ils ne comprennent pas ce qui est enseigné, parce qu'ils ne reconnaissent pas cette langue qui est supposée être leur langue maternelle» — duplication du rapport entre les Algériens et l'arabe classique<sup>82</sup>.

L'état actuel de la formation du tamazight et de toutes les langues en Algérie nécessite bien l'amélioration, mais ce qui nécessite le changement le plus dramatique est l'attitude gouvernementale envers les langues. Le français est la langue de la formation universitaire sans question; le tamazight se parle à la télévision et par l'ancien premier ministre, Ahmed Ouyahia, à l'Assemblée Nationale; la darija a ses propres dictionnaires et s'exprime partout — des maisons

---

<sup>82</sup> Dridi, Daikha. *Le Tamazight Enseigné En Algérie Est Une Langue-Monstre Que Personne Ne Comprend.* *Al HuffPost Maghreb*, Al HuffPost Maghreb, 24 Dec. 2017, [www.huffpostmaghreb.com/2017/12/24/enseigner-tamazight-en-al\\_n\\_18906012.html](http://www.huffpostmaghreb.com/2017/12/24/enseigner-tamazight-en-al_n_18906012.html).

aux cours judiciaires, en passant par l'école. L'Algérie est un pays plurilingue, mais qui n'avancera jamais, ne modernisera jamais si le gouvernement, le FLN, ne lâche pas la politique de monolinguisme, de «l'unité» par l'oppression, de l'arabisation ratée. Il faut que le choix de langue soit aux Algériens, et à tous les Algériens.

Selon la déclaration universelle des droits linguistiques, un document soutenu par l'organisation de l'UNESCO aussi que Noam Chomsky et Nelson Mandela, la tâche est à tout le monde, et l'état inclut, de préserver «le droit pour chaque groupe a une présence équitable de sa langue et de sa culture...dans sa propre langue dans ses relations avec les pouvoirs publics et dans les relations socio-économiques»<sup>83</sup>. Enfin, elle réclame «lorsque plusieurs communautés ou groupes linguistiques partagent un même territoire, les droits formulés dans la présente déclaration doivent être exercés sur la base du respect mutuel et être protégés par des garanties démocratiques maximales» — voilà ce que méritent les Algériens, qui en fin compte ont le droit de parler la langue qu'ils veulent, quand ils la veulent. Une réponse claire à cette crise linguistique n'existe pas, ni une seule façon nette et juste de gestion et de règlement de toutes les langues algériennes. (En tant que étrangère, que francophone américaine, bien sûr que je n'ai pas de solution parfaite non plus). Pourtant, il est clair que ce «problème» n'est plus au vieux pouvoir, ayant déjà blessé le passé, l'état actuel, et même l'avenir proche de l'Algérie. Il faut écouter maintenant la voix du peuple qui crient dans la rue, des linguistes telles que Taleb Ibrahimi, la voix des étudiants et des jeunes qui ont hâte d'être multilingue et qui démontrent actuellement un esprit révolutionnaire et un désir de revendiquer leurs pays des mains du pouvoir autoritaire. L'Algérie, elle parle, et il faut qu'on l'écoute, dans toutes ses langues.

---

<sup>83</sup> Pifarré, Carlos. "Déclaration Universelle Des Droits Linguistiques." Barcelone, June 1996.

## Bibliographie

“Algérie: Situation Géographique Et Démolinguistique.” CEFAN, 17 Dec. 2017,

[www.axl.cefan.ulaval.ca/afrique/algerie-1demo.htm](http://www.axl.cefan.ulaval.ca/afrique/algerie-1demo.htm).

Andelman, David, and Charlotte Pudlowski. “Assia Djebar, Gardienne De La Langue

Française.” *Slate.fr*, Slate, 8 Feb. 2015,

[www.slate.fr/story/97735/assia-djebar-gardienne-langue-francaise](http://www.slate.fr/story/97735/assia-djebar-gardienne-langue-francaise).

Ben Bella, Ahmed. “Constitution De 1963.” *Constitution De 1963*, vol. 1, 1963.

[www.premier-ministre.gov.dz/ressources/front/files/pdf/texts-fondamentaux/constitution-de-1963-fr.pdf](http://www.premier-ministre.gov.dz/ressources/front/files/pdf/texts-fondamentaux/constitution-de-1963-fr.pdf).

Benrabah, Mohamed. “Language Maintenance and Spread: French in Algeria.”

*International Journal of Francophone Studies*, vol. 10, no. 1, 2007, pp. 193-215.,

doi:10.1386/ijfs.10.1and2.193\_1.

Benrabah, Prof. Mohamed. *Language Conflict in Algeria : From Colonialism to*

*Post-Independence*, Channel View Publications, 2013. ProQuest Ebook Central,

<https://ebookcentral.proquest.com/lib/arcadia/detail.action?docID=1192819>.

Binaghi, Francesco. “Quelles Différences Fait-on Entre Arabe Standard Et Dialecte ?”

*Quelles Différences Fait-on Entre Arabe Standard Et Dialecte ?*, Institut Du Monde

Arabe, 2017,

[vous-avez-dit-arabe.webdoc.imarabe.org/langue-ecriture/quel-arabe-parles-tu/quelles-diffe](http://vous-avez-dit-arabe.webdoc.imarabe.org/langue-ecriture/quel-arabe-parles-tu/quelles-differences-fait-on-entre-arabe-standard-et-dialecte-1)

[rences-fait-on-entre-arabe-standard-et-dialecte-1](http://vous-avez-dit-arabe.webdoc.imarabe.org/langue-ecriture/quel-arabe-parles-tu/quelles-differences-fait-on-entre-arabe-standard-et-dialecte-1).

- Boufetta, Achour. *Le Français, Une Langue Algérienne*. *Le Matin D'Algérie*, 19 May 2015, [www.lematindz.net/news/17470-le-francais-une-langue-algerienne.html](http://www.lematindz.net/news/17470-le-francais-une-langue-algerienne.html).
- Chalah, Seïdh. *L'Enseignement De La Langue Berbère En Algérie: De 1995 à 2011*. *Iles D'Imesli*, no. 3, 2011, pp. 23-34., [revue.ummto.dz/index.php/idi/article/view/237](http://revue.ummto.dz/index.php/idi/article/view/237).
- Chaker, S. "LANGUE & DIALECTES BERBERES." *Centre De Recherche Berbère - Langue & Dialectes*, LE CRB, 2011, [www.centrederechercheberbere.fr/langue-dialectes.html](http://www.centrederechercheberbere.fr/langue-dialectes.html).
- Demmane, Fawzi. "La Francophonie En Algérie : Mythe Ou Réalité ?" *Le Bon Usage, Le Bon Usage*, 2011, [lebonusage.over-blog.com/article-la-francophonie-en-algerie-mythe-ou-realite-49060900.html](http://lebonusage.over-blog.com/article-la-francophonie-en-algerie-mythe-ou-realite-49060900.html).
- Dridi, Daikha. *Le Tamazight Enseigné En Algérie Est Une Langue-Monstre Que Personne Ne Comprend*. *Al HuffPost Maghreb*, Al HuffPost Maghreb, 24 Dec. 2017, [www.huffpostmaghreb.com/2017/12/24/enseigner-tamazight-en-al\\_n\\_18906012.html](http://www.huffpostmaghreb.com/2017/12/24/enseigner-tamazight-en-al_n_18906012.html).
- Fishman, Joshua A., and García Ofelia. *Handbook of Language and Ethnic Identity*. Oxford University Press, 2011.
- Grosrichard, Ruth. *Arabe Classique, Darija Marocaine, Amazighe, Français...* *Entendons-Nous*! *Al HuffPost Maghreb*, Al HuffPost Maghreb, 4 Aug. 2016, [www.huffpostmaghreb.com/ruth-grosrichard/arabe-classique-darija-marocaine-amazighe-francais-entendons-nous\\_b\\_7926802.html?utm\\_hp\\_ref=mg-linguistique](http://www.huffpostmaghreb.com/ruth-grosrichard/arabe-classique-darija-marocaine-amazighe-francais-entendons-nous_b_7926802.html?utm_hp_ref=mg-linguistique).
- Jean, Lionel. "Algérie: Politique D'arabisation." *CEFAN*, 2 Sept. 2017,

[www.axl.cefan.ulaval.ca/afrique/algerie-3Politique\\_ling.htm](http://www.axl.cefan.ulaval.ca/afrique/algerie-3Politique_ling.htm).

Kateb, Kamel. "Les Similitudes Scolaires Dans l'Algérie Coloniale." *Insaniyat*:

*Revue Algérienne D'anthropologie Et De Science Sociales*, no. 25-26, 2004. *OpenEdition*,

[journals.openedition.org/insaniyat/6137](http://journals.openedition.org/insaniyat/6137).

La rédaction. "Les Langues Officielles En Algérie La Langue Algérienne Existe-t-Elle

Vraiment ?" *Algerie Focus France*. *Algerie Focus*, Algeria Focus, 9 June 2013,

[www.algerie-focus.com/2013/06/la-langue-algerienne-existe-t-elle-vraiment/?cn-reloaded](http://www.algerie-focus.com/2013/06/la-langue-algerienne-existe-t-elle-vraiment/?cn-reloaded)

=1.

"Le Français Face à Une Forte Demande En Algérie." *La France En Algérie*,

Ministre De L'Europe Et Des Affaires Etrangères, 12 May 2014,

[dz.ambafrance.org/Le-francais-face-a-une-forte](http://dz.ambafrance.org/Le-francais-face-a-une-forte).

"Le Paradoxe Berbère." *Jeune Afrique*, Jeune Afrique, 25 Nov. 2009,

[www.jeuneafrique.com/199995/societe/le-paradoxe-berb-re/](http://www.jeuneafrique.com/199995/societe/le-paradoxe-berb-re/).

Martinez, Gabriel. "Il Était Une Fois Les Berbères." *Il Était Une Fois Les Berbères*, Sophia

Publications, June 2012, [www.lhistoire.fr/il-etait-une-fois-les-berb-res](http://www.lhistoire.fr/il-etait-une-fois-les-berb-res).

McDougall, James. *A History of Algeria*. Cambridge University Press, 2017.

Miled, Mohamed. "Le Français Dans Le Monde Arabophone : Quels Statuts, Quels Contacts

Avec La Langue Arabe ?" *Langue Française*, vol. 167, no. 3, 2010, p. 159.,

doi:10.3917/lf.167.0159.

Nadeau Jean-Benoît, and Julie Barlow. *The Story of French*. CNIB, 2009.

Nawel, Kherra. "Le Plurilinguisme En Algérie." *Observatoire Plurilinguisme*, 2010,

[www.observatoireplurilinguisme.eu/.../article\\_kherra.doc](http://www.observatoireplurilinguisme.eu/.../article_kherra.doc).



Pifarré, Carlos. "Déclaration Universelle Des Droits Linguistiques." Barcelone, June 1996.

Qui Parle Français Dans Le Monde? *Qui Parle Français Dans Le Monde*

*Organisation Internationale De La Francophonie* Langue Française Et

*Diversité Linguistique*, Organisation Internationale De La Francophonie, 2016,

[observatoire.francophonie.org/qui-parle-francais-dans-le-monde/](http://observatoire.francophonie.org/qui-parle-francais-dans-le-monde/).

Rondeleux, Nejma. "Journée D'études Autour De L'arabe Algérien: La Darja, Une

Langue Part Elle-même?" *Al HuffPost Maghreb*, Al HuffPost Maghreb, 23 Apr.

2015,

[www.huffpostmaghreb.com/2015/04/23/darija-langue-dialectal\\_n\\_7124632.html?utm\\_hp\\_ref=mg-linguistique](http://www.huffpostmaghreb.com/2015/04/23/darija-langue-dialectal_n_7124632.html?utm_hp_ref=mg-linguistique).

Sahbi, Fayçal. "Y a-t-Il (Vraiment) Une Langue Algérienne?" *Al HuffPost Maghreb*,

The Huffington Post International, 1 May 2015,

[www.huffpostmaghreb.com/faycal-sahbi/y-atil-vraiment-une-langu\\_b\\_6778502.html?utm\\_hp\\_ref=mg-linguistique](http://www.huffpostmaghreb.com/faycal-sahbi/y-atil-vraiment-une-langu_b_6778502.html?utm_hp_ref=mg-linguistique).

Semmnar, Abdou. "Arabe Classique Ou Dialecte, Le Débat S'enflamme." *Courrier*

*International*, Kodansha Limited, 4 Aug. 2015,

[www.courrierinternational.com/article/algerie-arabe-classique-ou-dialecte-le-debat-senflamme](http://www.courrierinternational.com/article/algerie-arabe-classique-ou-dialecte-le-debat-senflamme).

Soukehal, Rabah. "La France, l'Algérie Et Le Français: Entre Passés Tumulueux Et

Présent Flou." *Les Cahiers De L'Orient*, vol. 103, no. 3, 2011, pp. 47-60. *CAIRN*,

[www.cairn.info/revue-les-cahiers-de-l-orient-2011-3-page-47.htm#](http://www.cairn.info/revue-les-cahiers-de-l-orient-2011-3-page-47.htm#).

Sputnik. “Face Aux Polémiques, Bouteflika Énumère Les Trois «Piliers» De L'identité Algérienne.” *Sputnik France*, 4 Dec. 2018,

[fr.sputniknews.com/international/201812041039168233-bouteflika-constantes-identite-nationale-algerie/](http://fr.sputniknews.com/international/201812041039168233-bouteflika-constantes-identite-nationale-algerie/).

Sputnik. “Tamazight vs Arabe: L'École Algérienne Est-Elle Prisonnière Des Clivages Idéologiques?” *Sputnik France*, Sputnik, 23 Oct. 2018,

[fr.sputniknews.com/international/201810231038611556-algerie-tamazight-arabe-ecole-boycott-ideologie/](http://fr.sputniknews.com/international/201810231038611556-algerie-tamazight-arabe-ecole-boycott-ideologie/).

Taleb Ibrahimi, Khaoula. “L'Algérie: Coexistence Et Concurrence Des Langues.” *L'Année Du Maghreb, L'espace euro-maghrebin*, 2004, pp. 207–218.,

[journals.openedition.org/anneemaghreb/305](http://journals.openedition.org/anneemaghreb/305).

Taleb Ibrahimi, Khaoula. “L'enseignement Du Français Dans Les Pays De Langue Arabe.” *CIEP, Khaoula Taleb Ibrahimi, Professeur, Université D'Alger*, 2010, pp. 34–41,

[www.ciep.fr/sites/default/files/migration/conferences/l-enseignement-du-francais-dans-les-pays-de-langue-arabe/docs/actes-seminaires.pdf](http://www.ciep.fr/sites/default/files/migration/conferences/l-enseignement-du-francais-dans-les-pays-de-langue-arabe/docs/actes-seminaires.pdf).

“The World Factbook: Algeria.” *Central Intelligence Agency*, Central Intelligence Agency, 1 Feb. 2018, [www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ag.html](http://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ag.html).

Wakli, Essaid. “Algérie Et Francophonie : Je T'aime, Moi Non Plus!” *Algerie Focus*, SSH, 15 Oct. 2012,

[www.algerie-focus.com/2012/10/algerie-et-francophonie-je-taime-moi-non-plus/?cn-reloaded=1](http://www.algerie-focus.com/2012/10/algerie-et-francophonie-je-taime-moi-non-plus/?cn-reloaded=1).

Willis, Michael. *The Islamist Challenge in Algeria: a Political History*. New York University Press, 1997.

Zouaimia, Larbi. *Le Taux De Chômage En Algérie Serait De 16.7%* *Al HuffPost*

*Maghreb*, Al HuffPost Maghreb, 2 Aug. 2018,

[www.huffpostmaghreb.com/entry/le-taux-de-chomage-en-algerie-serait-de-167\\_mg\\_5b61f](http://www.huffpostmaghreb.com/entry/le-taux-de-chomage-en-algerie-serait-de-167_mg_5b61f)

4b4e4b0eb29100e59ba.